

## RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'**AGROALIMENTAIRE** ET DU **BOIS**

### Atelier thématique n°3:

« Relations commerciales – financement – stratégies collectives »



La Région  
**Lorraine**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE  
DE LA REGION  
LORRAINE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

MINISTÈRE  
DU REDRESSEMENT  
PRODUCTIF

# Introduction: objectifs et cadre général (1/2)

## ATELIERS REGIONAUX THEMATIQUES

### ☐ Objectifs généraux

**Mobiliser** l'ensemble des acteurs de l'agroalimentaire dans les territoires

**Contribuer** au redressement productif en **stimulant** durablement le développement et la compétitivité du secteur

### ☐ Leviers de conduite de la réflexion: 7 thèmes de travail, dont 3 obligatoires\*

Attentes des consommateurs, qualité et traçabilité des produits, proximité de la production

Innovation, recherche et développement, propriété intellectuelle

Projets d'entreprises, accès aux financements publics et privés

\*Emploi, attractivité des métiers, conditions de travail, formations initiale et continue

\*Stratégies d'exportation, promotion des produits

Attentes de la société, enjeux environnementaux et pratiques agro-industrielles

\*Stratégies collectives, projets collaboratifs, relations commerciales entre acteurs

*D'autres thèmes peuvent être proposés localement puis traités*

### ☐ Objectif opérationnel

Etre **pragmatique** – Formuler des propositions opérationnelles destinées à nourrir un plan d'actions national concerté, à finaliser pour mai, dans la perspective de la « Loi d'avenir » prévue pour mi 2013.

## Introduction: objectifs et cadre général (2/2)

### APPUI: REFERENT AGROALIMENTAIRE DRAAF/DIRECCTE (et son équipe)

#### ❑ Objectifs – mission

Le référent se mobilise pour la mise en œuvre, dans sa région, des *Rencontres régionales*.

A ce titre, le référent:

- Coordonne l'action des services de l'Etat, en étroite collaboration avec le Conseil régional, pour le bon déroulement des ateliers régionaux: choix des thèmes de travail, constitution des groupes, réunion des groupes;
- Participe, en tant que de besoin, à un point d'étape avec l'ensemble des industriels pilotes des ateliers thématiques de la région;
- S'assure, auprès des services de l'Etat et du Conseil régional, de la consolidation, par les ateliers thématiques de la région, de leurs travaux selon la présente trame;
- Veille à la réalisation, par le comité de rédaction, de la synthèse régionale des travaux de l'ensemble des ateliers, qui sera envoyée aux administrations centrales.

#### ❑ Contact

**Björn Desmet (DRAAF)**

**Jean de Zélicourt (DIRECCTE)**

- Par téléphone et courriel

*Bureau:* 03 55 74 10 97

*Mél:* [bjorn.desmet@agriculture.gouv.fr](mailto:bjorn.desmet@agriculture.gouv.fr)

*Bureau :* 03 54 48 20 41

*Mél :* [jean.de-zelicourt@direccte.gouv.fr](mailto:jean.de-zelicourt@direccte.gouv.fr)

- Participation au(x) point(s) d'étape

*Date:* 21/12/2012

*Lieu:* AIAL ( 54 Vandœuvre-lès-Nancy)

## Constitution du groupe

### ☐ Membres

TREVISAN	Philippe	Etablissement BERNI
FRENOY	Raymond	AIAL
DUPONT	Philippe	FCD Lorrain
BALTHAZAR	Patrick	Fromagerie Hutin
HEIN	Jean-François	SAPS Abattoir
CLAIRE	Jean-Luc	Coop de France Lorraine
GUILLOCHON	Eric	ELIVIA (Filière viande de la coopérative agricole TERRENA)
MILLOT	Nicolas	CCI 54
ROBINOT	Patrick	CDR (Centre de Ressources Régional)
KHOUMCHAME	Kakou	CDR (Centre de Ressources Régional)
SCHER	Joël	ENSAIA (Ecole Nationale Supérieure Agroalimentaire et Industries Alimentaires)
WAHL	Vincent	SGAR
MELLINGER	Françoise	DRAAF
DESMET	Björn	DRAAF
BOULANGER	Christian	Maison Boulanger
JOANIN	Alexandre	Conseil Régional de Lorraine
PICHOT	Didier	OSEO
ZIMMERMANN	Didier	Université de Lorraine
NORROY	Adeline	Conseil Général des Vosges
DORR	Pascal	Charculor
SAYS	Vanessa	AIAL
WEINZAEPFLEN	Emmanuelle	Conseil Régional de Lorraine

### ☐ Industriel pilote

**Philippe TREVISAN - BERNI**

### ☐ Copilote

**Raymond FRENOT - AIAL**

### ☐ Secrétaires

**Emmanuelle WEINZAEPFLEN**

**Alexandre JOANIN**

### Calendrier des réunions de travail

☐ Date 1: 8 janvier 2013

☐ Adresse lieu 1: Conseil Régional de Lorraine, Place Gabriel Hocquard, 57 000 Metz

*Absents:*

☐ Date 2:

☐ Adresse lieu 2:

*Absents:*

☐ Date 3:

☐ Adresse lieu 3:

*Absents:*

## Cadrage du thème de travail: périmètre et définition

### ☐ Périmètre et définition du thème

*Soutenir l'émergence de stratégies collectives nationales et internationales de filières et de projets collaboratifs, contribuer à l'équilibre des relations commerciales entre acteurs*

*et*

*Susciter l'émergence de projets, faciliter l'accès au financement des entreprises pour accompagner leur développement, leur restructuration ou leur transmission, à travers les dispositifs privés comme publics (OSEO, BPI).*

### ☐ Appuis existants

- *Étude prospective des IAA*
- *Présentation synthétique concernant la mise en place de la BPI*

# Sujet 1 : Les relations commerciales

# Sujet 1 : Les relations commerciales

## Constat et analyse des enjeux – Synergies

### ☐ Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi

*Rappel du contexte : Les relations commerciales entre les acteurs des filières AA constituent un élément déterminant de la compétitivité de ce secteur. Dans un contexte de mondialisation des échanges et de volatilité des prix des matières premières, les tensions actuelles entre fournisseurs et distributeurs nuisent fortement au développement des entreprises et remettent même en cause leur pérennité.*

#### Constats partagés :

- Effet pervers de la négociation annuelle prévue dans le cadre de la LME
- Impact favorable de la LME concernant les délais de paiement
- Application partielle des dispositions de la LME dont certaines mesures peuvent être sujettes à interprétation
- Dégradation durable des relations industrie-commerce
- Difficulté de répercussions des hausses de coûts de matières premières – situation de blocage communs aux enseignes malgré une hétérogénéité des conditions de négociation, attentisme vis-à-vis de la position adoptée par le leader du secteur
- Diminution forte et durable de la rentabilité des entreprises du secteur dont le taux de marge est parmi les plus bas d'Europe
- Manque de compétitivité des entreprises françaises même vis-à-vis de leurs voisins européens en partie dû au coût du travail

### ☐ Interactions et synergies éventuelles avec d'autres ateliers régionaux thématiques

Interaction avec l'atelier « compétitivité des entreprises, stratégies d'exportation et promotion des produits »



# Sujet 1 : Les relations commerciales

## Proposition d'actions

### ❑ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national

#### **Adaptation et application de la LME (Loi de modernisation de l'économie) afin de rééquilibrer le cadre des négociations**

- Clarifier les points sujets à interprétation (points à préciser par les industriels)
- Veiller au respect des dispositions de la loi et notamment à la primauté des conditions générales de vente (vs conditions générales d'achat)
- Décloisonner la périodicité annuelle des négociations trop contraignante en cas de volatilité des prix des matières premières, par exemple

#### **Résolution de la problématique de compétitivité des entreprises françaises face à la concurrence internationale (et notamment européenne) dans la réponse aux appels d'offre nationaux**

- Adopter des mesures permettant de diminuer le coût du travail, identifié comme le poste le plus impactant (ex : allègements fiscaux sur l'emploi)
- Identifier des modalités, respectueuses du droit européen, permettant de privilégier les réponses nationales/locales aux appels d'offre sans entraver les relations commerciales transfrontalières

#### **Déblocage de la situation figée des négociations entre distributeurs et fournisseurs**

- Envisager rapidement une intervention politique à l'échelle nationale afin de faire évoluer la position de l'enseigne leader pour favoriser l'aboutissement des demandes de revalorisation des prix de vente dans des délais acceptables, principalement dans des filières impactées par des hausses structurelles de coûts de revient

### ❑ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional

#### **Prise en compte des spécificités régionales et de la proximité géographique avec des pays plus compétitifs dans le cadre des relations commerciales entre industriels et enseignes**

- Organiser une table ronde avec les acteurs régionaux (ou grande région) concernés (distributeurs et fournisseurs) ; portée politiquement et relayée par l'AIAL (et autres ARIA de la grande région) sur le plan opérationnel

# Sujet 1 : Les relations commerciales

## Fiche Action : Animation des relations commerciales

<p><b>ACTION:</b> <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Action régionale Organiser une table ronde avec les acteurs régionaux (ou grande région) concernés (distributeurs et fournisseurs) Premier semestre 2013</p>
<p><b>OBJECTIF:</b> Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p>Objectif : Prise en compte des spécificités régionales et de la proximité géographique avec des pays plus compétitifs dans le cadre des relations commerciales entre industriels et enseignes Impact attendu : améliorer les relations commerciales industrie commerce, rétablir les marges des transformateurs, rééquilibrer la chaîne de valeur Priorité de l'enjeu : forte (pérennité des entreprises de transformation, sécurisation du secteur)</p>
<p><b>SYNERGIES:</b> <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>Possibilité de compléter cette action par un benchmark des pratiques des pays voisins (Allemagne et Belgique notamment) dans lesquels ces relations sont apaisées</p>
<p><b>CIBLE ET PARTICIPANTS:</b> <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>Porteur : DRAAF Cible : L'ensemble des PME commercialisant en GMS Acteurs : - ensemble des enseignes présentes sur le territoire, - portage institutionnel état-région de l'action - participation de l'AIAL (ARIA lorraine)</p>
<p><b>COUT PREVISIONNEL:</b> Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>Dépenses de logistique (invitation, salle, déplacement...)</p>

## **Sujet 2 : Le financement des entreprises**

## Sujet 2 : Le financement des entreprises

### Constat et analyse des enjeux – Synergies

#### ☐ Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi

*Rappel du contexte : Pour accompagner le développement, la restructuration ou la transmission des entreprises, l'accès au financement doit être facilité. La création de la Banque Public d'Investissement (BPI) permet de coordonner l'action des opérateurs publics, en instituant un point d'entrée unique en région pour le financement des PME et des ETI.*

#### Constats partagés :

- Sous sollicitation des dispositifs existants
- Connaissance insuffisante des dispositifs existants, encore plus marquée sur les outils de renforcement des fonds propres
- Modalités de mobilisation des dispositifs de financement existants non maîtrisées et perçues comme réhibitoires
- Nécessité pour les entreprises d'être « en bonne santé » pour mener un projet de développement, la restauration de la rentabilité constituant un prérequis pour la lever les freins
- Besoin de sécurisation après la mise en œuvre du projet pour encourager les entreprises qui « osent »
- Tissu économique des IAA régionales constitué majoritairement de petites entreprises (3/4 des établissements emploient moins de 10 salariés et 12% des établissements emploient plus de 50 salariés et représentent 84% des effectifs) ; implantation hors région des sièges des grands groupes présents en lorraine (peu de grands centres de décision)
- Culture économique et financière peu développée dans certaines entreprises
- Importance du renforcement des fonds propres et de la trésorerie
- Accueil très favorable d'un dispositif de « guichet unique » tel qu'a été présentée la BPI (Banque Publique d'Investissement)

#### ☐ Interactions et synergies éventuelles avec d'autres ateliers régionaux thématiques

Identification d'un besoin concernant le développement de la culture économique et financière dans les petites entreprises. (relais effectué avec l'atelier emploi-formation)

## Sujet 2 : Le financement des entreprises

### Proposition d'actions

#### ☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national et à décliner en région, pour ces actions:

**Facilité l'accès et la compréhension de l'information sur les dispositifs existants en réponse à un double enjeu : inciter et faciliter la mise en œuvre des projets**

→ La BPI en tant que guichet unique du financement du développement des entreprises constituerait une réponse adaptée aux besoins identifiés et pourraient être complétée par la diffusion d'outils « pédagogiques »

**Simplification de la mobilisation des financements**

→ Nécessité de disposer d'un guichet unique (cf. BPI)

→ Homogénéisation des dossiers de demande d'aide (dossier et liste des pièces jointes) avec utilisation d'un dossier commun de demande de financement entre partenaires publics, à l'exemple du fonds régional de garantie Lorraine

→ Expertise commune des dossiers (tour de table financeurs publics et privés)

→ Réaliser un vademecum des dispositifs financiers et contacts

**Orientation des financements – besoins identifiés :**

→ Trésorerie (certains outils existants apparaissent déjà apporter une réponse)

→ Renforcement des fonds propres – création d'un fond spécifique pour l'agroalimentaire à questionner, mettre en place des incitations fiscales pour améliorer les fonds propres

→ Sécurisation du risque aval pour apporter une réponse aux entreprises qui rencontrent des difficultés après s'être engagées dans un projet

#### ☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional

**Faire connaître les outils de financement** et notamment développer la culture économique et financière dans les petites entreprises par la mise en place de formations ciblées (cf. atelier formation-emploi).

**Simplifier la mobilisation des financements**

## Sujet 2 : Le financement des entreprises

### Fiche action : Faire connaître les outils de financement

<p><b>ACTION:</b> <i>Nature</i> (nationale/régionale); <i>Descriptif</i> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <i>Durée</i> et <i>calendrier</i> de mise en œuvre.</p>	<p>Action nationale/régionale Construire un plan de communication sur les outils de financements existants ou nouvellement créés (BPI) Année 2013</p>
<p><b>OBJECTIF:</b> Quel <i>impact</i> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <i>Cohérence</i> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <i>niveau de priorité</i> de l'action.</p>	<p>Objectif : Facilité l'accès et la compréhension de l'information sur les dispositifs existants Impact attendu : inciter et faciliter la mise en œuvre des projets de développement des entreprises, Priorité de l'enjeu : forte</p>
<p><b>SYNERGIES:</b> <i>Liens</i> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <i>Interaction</i> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <i>d'ouverture</i> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <i>d'expérimentation</i> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>Optimiser l'utilisation des dispositifs existants et accompagnement de la mise en place de la BPI Concerne d'autres secteurs industriels Interaction avec l'atelier emploi-formation Plan de communication à décliner en région en fonction des spécificité des secteurs</p>
<p><b>CIBLE ET PARTICIPANTS:</b> <i>Cible</i> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <i>Acteurs</i> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>Porteur : Etat-région Cible : PME IAA Acteurs : - ensemble des financeurs publics et privés - prescripteurs potentiels (consulaires, interprofessions, experts comptables...)</p>
<p><b>COUT PREVISIONNEL:</b> Liste et <i>montants indicatifs</i> des dépenses prévues; Pistes de <i>financements privés</i>; Modalités financières d'intervention <i>publique</i>.</p>	<p>Outils pédagogiques (fiches techniques...) Interventions ciblées Formation des prescripteurs et des bénéficiaires</p>

## Sujet 2 : Le financement des entreprises

### Fiche action : Simplification de la mobilisation des financements

<p><b>ACTION:</b> <i>Nature</i> (nationale/régionale); <i>Descriptif</i> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <i>Durée</i> et <i>calendrier</i> de mise en œuvre.</p>	<p>Action régionale Homogénéisation des dossiers de demande d'aide (dossier et liste des pièces jointes communs) et expertise commune des dossiers (tour de table financeurs publics et privés) Second semestre 2013</p>
<p><b>OBJECTIF:</b> Quel <i>impact</i> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <i>Cohérence</i> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <i>niveau de priorité</i> de l'action.</p>	<p>Objectif : Faciliter la mobilisation des dispositifs existants Impact attendu : lever les freins de sollicitation de financements de projets de développement des entreprises Priorité de l'enjeu : forte</p>
<p><b>SYNERGIES:</b> <i>Liens</i> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <i>Interaction</i> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <i>d'ouverture</i> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <i>d'expérimentation</i> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>Optimiser l'utilisation des dispositifs existants et accompagnement de la mise en place de la BPI Concerne d'autres secteurs industriels Homogénéisation possible à un niveau national</p>
<p><b>CIBLE ET PARTICIPANTS:</b> <i>Cible</i> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <i>Acteurs</i> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>Porteur : Etat-région Cible : PME IAA Acteurs : ensemble des financeurs publics et privés</p>
<p><b>COUT PREVISIONNEL:</b> Liste et <i>montants indicatifs</i> des dépenses prévues; Pistes de <i>financements privés</i>; Modalités financières d'intervention <i>publique</i>.</p>	<p>Réunion de coordination entre les financeurs</p>

## Sujet 3 : Le stratégies collectives



## Sujet 3 : Les stratégies collectives

### Constat et analyse des enjeux – Synergies

- ❑ Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi

*Rappel du contexte : L'émergence de stratégies collectives de filières permettrait d'améliorer la compétitivité des entreprises par une meilleure productivité, un pouvoir de négociation accrue et des conditions favorables à l'investissement. En cohérence avec cette orientation, l'axe « Favoriser l'émergence d'ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire) » a été identifiée comme l'un des 5 projets de développement du tissu des IAA lorraines dans le cadre de l'étude prospective menée par l'AIAL avec collaboration avec l'ensemble des acteurs.*

#### Constats partagés :

- Existence de freins aux collaborations inter entreprises (hétérogénéité des structures, des marchés, des produits ; confiance/confidentialité ; culture...)
- Diffusion d'une solution finalisée moins adaptée qu'une démarche initiée sur la base des besoins des industriels
- Dépenses contraintes impactant les marges des entreprises : transport, énergie et masse salariale à un autre niveau
- Lecture nationale des directives européennes défavorisant les entreprises du territoire par rapport aux autres pays de l'UE
- Problématique de la filière porcine lorraine : diminution de la production et manque d'opérateurs en abattage / découpe (seulement 15% de la consommation lorraine est produite en région)

- ❑ Interactions et synergies éventuelles avec d'autres ateliers régionaux thématiques

Identification d'un besoin concernant la mise en place d'une action de sensibilisation et/ou formation permettant d'anticiper les phases de cession / transmission d'entreprises. (relais effectué avec l'atelier emploi-formation)

## Sujet 3 : Les stratégies collectives

### Proposition d'actions

#### ☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national et à décliner en région, pour certaines actions:

**Interprétation nationale des directives européennes moins contraignantes**

**Identification et déploiement des initiatives de mutualisation à succès :**

→ Observatoire des bonnes pratiques identifiées dans d'autres secteurs ou sur d'autres territoires

**Mise en œuvre d'une réflexion à deux niveaux pour optimiser les dépenses contraintes**

→ A court terme : mesure pour restaurer collectivement les marges

→ A moyen / long terme : stratégie de filière (ex : énergie, transport fluvial)

**Lever des freins à l'engagement des entreprises dans des partenariats commerciaux et/ou des projets collaboratifs**

#### ☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional

**Promouvoir et favoriser les collaborations inter-entreprises et les projets de mutualisation de moyens**

→ sensibilisation des entreprises à la plus-value des collaborations inter-entreprises

→ accompagnement des entreprises dans l'identification et la mise en place de solutions de mutualisation

**Développement de la filière porcine**

→ Mise en place d'une réelle stratégie de filière impliquant l'ensemble des acteurs

→ Intervention politique pour faire aboutir les projets d'installation ou d'agrandissement de porcherie

## Sujet 3 : Les stratégies collectives

### Fiche action : Développement de la filière porcine

<p><b>ACTION:</b> <i>Nature</i> (nationale/régionale); <i>Descriptif</i> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <i>Durée</i> et <i>calendrier</i> de mise en œuvre.</p>	<p>Action régionale. Mise en place d'une réelle stratégie de filière impliquant l'ensemble des acteurs, intervention politique pour faire aboutir les projets d'installation ou d'agrandissement des porcheries 2013 et années suivantes</p>
<p><b>OBJECTIF:</b> Quel <i>impact</i> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <i>Cohérence</i> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <i>niveau de priorité</i> de l'action.</p>	<p>Développement de la filière porcine en Lorraine (développement de la production, maintien des opérateurs en abattage/découpe) Action prioritaire au vu des potentiels de développement (surfaces d'épandage, de la consommation: seulement 15% de la consommation lorraine est produite en Région)</p>
<p><b>SYNERGIES:</b> <i>Liens</i> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <i>Interaction</i> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <i>d'ouverture</i> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <i>d'expérimentation</i> dans la région (si action de niveau national).</p>	
<p><b>CIBLE ET PARTICIPANTS:</b> <i>Cible</i> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <i>Acteurs</i> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>Porteur : Etat-région et interprofession (Aliporc) Cible : ensemble des acteurs de la filière (producteurs, transformateurs , abatteurs, ..)</p>
<p><b>COUT PREVISIONNEL:</b> Liste et <i>montants indicatifs</i> des dépenses prévues; Pistes de <i>financements privés</i>; Modalités financières d'intervention <i>publique</i>.</p>	<p>Réunion de sensibilisation, d'information</p>

## Sujet 3 : Les stratégies collectives

### Fiche action : Promouvoir et favoriser les collaborations inter entreprises et les projets de mutualisation de moyens

<p><b>ACTION:</b> <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Action régionale/nationale Sensibilisation des entreprises à la plus-value des collaborations interentreprises Accompagnement des entreprises dans l'identification et la mise en place de solutions de mutualisation adaptées à leur besoin (groupes de travail thématiques)</p>
<p><b>OBJECTIF:</b> Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p>Objectif : lever les freins à l'engagement de projets collaboratifs , créer les conditions de réussite (économiques, juridiques, financières et opérationnelles) des initiatives de mutualisation Impact attendu : développer la compétitivité des entreprises en réduisant collectivement les dépenses contraintes et favoriser l'émergence d'ETI</p>
<p><b>SYNERGIES:</b> <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>S'inspirer des initiatives à succès : observatoire des bonnes pratiques d'autres secteurs ou d'autres territoires Bénéficier d'expériences mises en œuvre ou en cours : groupement d'employeurs de l'ouest vosgien, action mutualisation des moyens des IAA (CRITT Agria Lorraine) Synergie avec les orientations des autres ateliers thématiques : cluster lait (innovation), groupement d'employeurs (emploi-formation)</p>
<p><b>CIBLE ET PARTICIPANTS:</b> <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>Porteur : Etat-Région Cible : PME IAA Acteurs : -Participation de l'AIAL (ARIA Lorraine) ou d'une autre structure support en fonction de la thématique et/ou de la cible -Experts des thématiques identifiés -Financeurs</p>
<p><b>COUT PREVISIONNEL:</b> Liste et montants indicatifs des dépenses prévues; Pistes de financements privés; Modalités financières d'intervention publique.</p>	<p>Financement des actions de sensibilisation Cadre financier intégrant les dépenses liées à l'étude d'opportunité/de faisabilité et à la mise en place des solutions identifiées</p>